



## BILAN DE WAGNER AU SAHEL (2020–2025) : Entre mirage sécuritaire et réalité politique. Une évaluation critique du cas malien

Étienne Fakaba Sissoko

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)  
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEGB)  
Centre de Recherche d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales du Mali (CRAPES)

**Abstract:** Depuis son arrivée au Mali en 2021, le groupe paramilitaire russe Wagner a été présenté par les autorités comme une alternative souverainiste aux dispositifs occidentaux antérieurs, notamment Barkhane. Cet article propose une évaluation critique de son bilan sécuritaire, politique et social sur la période 2021–2025. En mobilisant une approche mixte (données ACLED, rapports onusiens, sources qualitatives), il démontre que Wagner n'a pas permis de réduire significativement l'insécurité, tout en étant associé à de graves violations des droits humains. L'analyse met en lumière un usage politique de la violence : Wagner n'a pas seulement opéré militairement, il a contribué à la consolidation d'un pouvoir autoritaire, opaque, et réfractaire à la redevabilité. Cette intervention révèle une souveraineté redéfinie comme outil de dissuasion interne et de rupture diplomatique, mais délégitimée aux yeux des populations. L'article conclut que la sécurité imposée sans justice ni inclusion alimente la défiance et compromet les perspectives de stabilisation durable au Sahel.

**Mots-clés :** Wagner ; sécurité ; souveraineté ; violence politique ; Mali ; AES.

**Classification JEL :** F52 ; H56 ; O55 ; P16 ; Z18

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.16693928>

### 1 Introduction

Depuis le double effondrement des ordres constitutionnels au Mali en 2020 et 2021, puis au Burkina Faso et au Niger en 2022 et 2023, le Sahel est devenu le théâtre d'une reconfiguration brutale des alliances sécuritaires. Alors que les forces françaises, symbolisées par les opérations Serval (2013–2014) et Barkhane (2014–2022), se retiraient sous la pression d'une contestation croissante, un nouvel acteur controversé s'est imposé dans le paysage régional : le groupe paramilitaire russe Wagner. Ce changement d'orientation stratégique, porté par les juntes au pouvoir, s'est accompagné d'une rhétorique souverainiste affirmant la volonté de « choisir ses partenaires » et de « combattre autrement » l'insécurité chronique qui gangrène la région (International Crisis Group, 2022).

L'arrivée de Wagner au Mali, actée fin 2021, a suscité un espoir affiché par les autorités maliennes de « montée en puissance » militaire face aux groupes armés non étatiques. Des éléments russes ont rapidement été engagés dans des opérations conjointes avec les Forces armées maliennes (FAMA), notamment dans les régions de Mopti, Ségou, Tombouctou et le Gourma. À la même période, les autorités maliennes exigeaient le départ de Barkhane, rompaient avec la MINUSMA et accusaient la France d'atteintes à leur souveraineté. Wagner apparaissait alors comme une alternative crédible dans le discours officiel, censée renforcer la souveraineté sécuritaire et restaurer le contrôle territorial (Bouhleb, 2023 ; Le Monde, 2023).

Trois ans plus tard, le bilan est lourd et profondément ambivalent. Les pertes militaires restent considérables, les groupes jihadistes poursuivent leur expansion dans les zones rurales, et les attaques contre les forces régulières se sont intensifiées entre 2022 et 2025 (ACLED, 2024). Des massacres massifs de civils ont été imputés aux opérations conjointes FAMA-Wagner, notamment à Moura, Ouenkoro ou Séguéla, suscitant des condamnations internationales pour crimes de guerre (Human Rights Watch, 2022 ; MINUSMA, 2023). Le 6 juin 2025, le groupe Wagner annonce son retrait du Mali, relayé symboliquement par la nouvelle entité « Africa Corps », créée par Moscou pour institutionnaliser sa présence militaire en Afrique (Reuters, 2025).

Ces évolutions soulèvent une interrogation centrale : *Wagner a-t-il apporté une amélioration réelle de la situation sécuritaire au Sahel, en particulier au Mali, par rapport aux interventions françaises précédentes ?* Cette question est d'autant plus cruciale qu'elle engage à la fois la validité des choix stratégiques opérés par les autorités maliennes, la légitimité des partenariats sécuritaires privés, et la capacité d'un État en crise à maintenir un monopole de la violence dans un environnement instable.

L'hypothèse principale de cette étude est que la présence de Wagner n'a pas conduit à une amélioration significative de la sécurité au Mali par rapport aux opérations françaises, et qu'elle a même accentué certaines dynamiques de fragmentation, de violence et d'isolement diplomatique. Au lieu de produire un effet stabilisateur, Wagner aurait contribué à une brutalisation accrue des opérations contre-insurrectionnelles et à une perte de confiance entre l'État et les populations civiles.

Pour explorer cette hypothèse, l'article mobilise une approche méthodologique mixte : des données quantitatives issues de bases de données sur les conflits (ACLED, rapports du HCDH, bilans des opérations) seront croisées avec des sources qualitatives (rapports d'ONG, témoignages, analyses de presse et documents officiels). L'analyse se concentre sur la période 2020–2025, en prenant le Mali comme étude de cas principale, tout en intégrant des éléments comparatifs avec le Burkina Faso et le Niger, afin de replacer l'intervention de Wagner dans le contexte élargi du Sahel central.

L'article se déploiera en six sections. Après avoir clarifié la problématique et son intérêt pour les études africaines, il présentera un cadre théorique fondé sur la littérature sur les interventions militaires étrangères, les sociétés militaires privées et les enjeux de souveraineté sécuritaire. La méthodologie mixte adoptée sera ensuite exposée. L'analyse empirique s'appuiera sur une évaluation factuelle des résultats militaires, des effets politiques et des perceptions locales. Enfin, une discussion critique permettra de confronter les faits aux discours, avant de conclure sur les implications plus larges de ce « mirage sécuritaire » incarné par Wagner.

## 2 Problématique : évaluer une promesse sécuritaire non tenue

L'arrivée du groupe Wagner au Mali en 2021 a été présentée par les autorités militaires comme une alternative stratégique majeure aux partenariats sécuritaires traditionnels. Cette reconfiguration a été justifiée par une double critique : d'une part, l'échec des forces françaises (Serval puis Barkhane) à vaincre durablement les groupes jihadistes ; d'autre part, leur supposée ingérence dans la souveraineté malienne et leur conditionnalité politique jugée néocoloniale (International Crisis Group, 2022 ; Bouhlel, 2023). En rompant avec ses anciens alliés occidentaux, Bamako entendait démontrer que la Russie, à travers le groupe Wagner, pouvait garantir une sécurité « sans concessions » et une coopération « sans tutelle ».

À cette fin, la junte malienne a contracté une alliance opaque avec Wagner, en lui confiant des missions de combat direct, de formation militaire, de protection rapprochée des élites et d'encadrement stratégique de certaines zones sensibles. Cette alliance s'est étendue dans un contexte régional de rupture, avec des transitions militaires également en cours au Burkina Faso et au Niger. Wagner est ainsi devenu, entre 2021 et 2025, le **partenaire sécuritaire privilégié** de régimes autoritaires cherchant à consolider leur pouvoir face à une insécurité endémique (Le Monde, 2023 ; RFI, 2024).

Or, trois ans après son déploiement, le bilan de cette intervention reste profondément controversé. Les attaques jihadistes n'ont pas diminué de manière significative, en particulier dans le centre du Mali, le nord du Burkina Faso et la zone des trois frontières. Des exactions massives ont été documentées par les ONG internationales et les Nations unies, notamment à Moura, Ouenkoro, Keibané ou Sossobé (Human Rights Watch, 2022 ; ONU HCDH, 2023). Parallèlement, les effets attendus sur le plan politique (reprise du contrôle territorial, stabilité accrue, légitimité renforcée) ne se sont pas matérialisés. Le 6 juin 2025, Wagner annonce son retrait du Mali, sans que les

objectifs initiaux soient atteints, avant d'être formellement remplacé par l'« Africa Corps » placé sous autorité directe du Kremlin (Reuters, 2025).

Dès lors, il importe de **mettre à l'épreuve la cohérence et l'efficacité des objectifs affichés par cette intervention** en les comparant à ceux des dispositifs militaires antérieurs. Contrairement à une lecture binaire opposant une France « inefficace » à une Russie « pragmatique », cette étude s'attache à évaluer **empiriquement et analytiquement** les finalités poursuivies par chacun de ces partenaires sécuritaires successifs.

**Tableau 1 – Objectifs déclarés par les forces étrangères au Mali (Serval, Barkhane, Wagner)**

Objectifs stratégiques	Serval (2013–2014)	Barkhane (2014–2022)	Wagner (2021–2025)
<b>Neutralisation des groupes armés</b>	Éliminer les katibas d'AQMI au Nord Mali (Tombouctou, Gao, Kidal)	Combattre durablement AQMI, EIGS, JNIM dans le Liptako-Gourma	Éradiquer les groupes terroristes par la force directe, sans distinction territoriale
<b>Renforcement des forces armées locales</b>	Appui tactique ponctuel aux FAMA	Formation, équipement et intégration dans le G5 Sahel	Encadrement rapproché et direct des FAMA, sans conditionnalité démocratique
<b>Rétablissement du contrôle territorial par l'État malien</b>	Reprendre les villes stratégiques au nord du Mali	Sécuriser durablement les zones rurales et les axes logistiques	Reprise des chefs-lieux régionaux et protection des sites miniers d'intérêt stratégique
<b>Protection des civils et des infrastructures</b>	Protection limitée des populations civiles en zones urbaines	Sécurisation des zones habitées, réduction des exactions par encadrement des troupes	Répression brutale des civils suspectés de collusion, multiplication des exactions documentées
<b>Soutien aux institutions politiques et civiles</b>	Faciliter le retour de l'administration et des autorités élues	Soutenir les gouvernements partenaires dans la stabilisation politique	Consolider les régimes militaires au pouvoir, sans condition de gouvernance ou de transition
<b>Cadre de coopération internationale</b>	Intervention à la demande du Mali, sous mandat de l'ONU	Coopération multilatérale (France, UE, États-Unis, G5 Sahel)	Accord bilatéral non transparent, en dehors de tout cadre onusien ou africain
<b>Conformité aux normes du droit international</b>	Respect des conventions humanitaires, encadrement par le droit international	Surveillance des bavures, pression diplomatique sur les abus	Usage systématique de la violence extrajudiciaire, impunité fonctionnelle (HRW, 2022 ; ONU, 2023)

Source : Sissoko, 2025

Cette comparaison met en évidence une gradation dans la nature des engagements extérieurs : alors que Serval était une opération limitée d'appui au rétablissement de l'intégrité territoriale, Barkhane visait une stabilisation durable à travers des coalitions multilatérales. Wagner, en revanche, s'inscrit dans une logique d'action brutale, asymétrique et non régulée, au service d'un rapport utilitaire entre sécurité immédiate et maintien autoritaire. L'évolution du cadre normatif et politique de ces interventions interroge non seulement leur efficacité sécuritaire, mais aussi leurs conséquences sur la gouvernance, les droits humains et la souveraineté.

La problématique centrale de cette étude peut donc être formulée comme suit : *la présence du groupe Wagner au Mali a-t-elle conduit à une amélioration mesurable de la sécurité nationale et régionale, ou a-t-elle prolongé, sous une autre forme, l'impasse sécuritaire vécue sous les dispositifs occidentaux ?* L'enjeu dépasse la seule évaluation technique des performances militaires : il engage une réflexion plus large sur la validité du recours à des sociétés

militaires privées dans des contextes étatiques fragiles, sur les effets différenciés de ces interventions selon les acteurs impliqués, et sur les recompositions contemporaines de la souveraineté sécuritaire en Afrique de l'Ouest.

### **3 Cadre théorique : interventions extérieures, sécurité privatisée et souveraineté recomposée**

L'analyse de la présence du groupe Wagner au Mali ne peut se limiter à une lecture opérationnelle ou militaire. Elle suppose une mise en perspective théorique à partir de trois axes complémentaires : les logiques d'intervention extérieure en contexte de guerre asymétrique, les formes contemporaines de privatisation de la sécurité, et les recompositions de la souveraineté dans les États africains en situation de crise prolongée.

#### **3.1 Interventions militaires extérieures et stabilisation contestée**

Dans les conflits internes à basse intensité, les interventions militaires étrangères poursuivent classiquement des objectifs de **stabilisation**, entendue comme le rétablissement d'un ordre minimal permettant à l'État d'assurer son autorité et ses fonctions régaliennes (Charbonneau, 2021). Les opérations Serval (2013–2014) et Barkhane (2014–2022) s'inscrivent dans ce cadre : elles visaient à contenir la menace jihadiste, à restaurer l'intégrité territoriale du Mali et à renforcer les capacités des forces locales.

Cependant, ces interventions ont été critiquées pour leur caractère militaro-centré, leur méconnaissance des dynamiques locales de conflictualité, et leur faible effet sur les causes profondes de l'insécurité (Desgrais et al., 2020 ; Melly, 2021). La stabilisation est alors perçue comme instrumentale, parfois contre-productive, en générant des formes de dépendance sécuritaire ou de délégitimation des acteurs nationaux. La succession d'opérations militaires sans réforme structurelle alimente une instabilité chronique (De Bruijne, 2023).

Le cas Wagner réactive cette problématique. Offrant une réponse immédiate par la force, sans exigence institutionnelle, son intervention relève d'une logique de contre-insurrection extrême, centrée sur l'élimination physique de l'ennemi (Marten, 2022). La question est donc de savoir si cette stratégie assure une pacification durable, ou si elle produit au contraire des cycles de violence récurrente par radicalisation des repréailles, déplacement de civils et destruction du lien entre armée et société.

#### **3.2 Privatisation de la guerre et émergence d'acteurs hybrides**

Le recours à Wagner illustre un glissement structurel vers la privatisation de la sécurité dans les contextes africains fragilisés. Les sociétés militaires privées (SMP) sont des entités commerciales fournissant des services allant de la protection rapprochée à la conduite d'opérations offensives. Leur essor est lié à la mondialisation des conflits et au désengagement progressif des puissances traditionnelles dans la gestion directe des crises (Singer, 2008 ; Avant, 2005).

Dans le cas africain, les SMP agissent souvent selon un modèle d'échange politico-économique : sécurisation du régime contre accès privilégié aux ressources (Howe, 2021). Wagner, bien que présenté comme une entreprise, est structurellement liée à l'État russe, dont elle sert les intérêts stratégiques via une diplomatie de la force à faible coût (Le Roux, 2023). Elle constitue ainsi un acteur hybride, à la frontière du privé et du parapublic, de la légalité et de l'illégalité.

La littérature critique souligne que ces acteurs renforcent des logiques d'opacité, de déresponsabilisation et de militarisation autoritaire. Ils échappent souvent au contrôle parlementaire, opèrent en marge du droit international humanitaire, et contribuent à une fragmentation du monopole de la violence légitime (Ismail, 2020). Dans le cas malien, l'absence de cadre contractuel public et le refus d'assumer formellement la présence de Wagner illustrent cette privatisation rampante de la guerre, aux effets ambigus sur la légitimité étatique.

#### **3.3 Souveraineté sécuritaire, dépendances choisies et autoritarisme renforcé**

Le dernier axe théorique renvoie à une lecture postcoloniale et critique de la souveraineté. Les régimes militaires sahéliens, en particulier celui du Mali, revendiquent une souveraineté restaurée par le rejet de la France et des institutions internationales. Toutefois, cette revendication cohabite avec une dépendance assumée vis-à-vis d'une autre puissance extérieure, la Russie, et d'un acteur militaire non étatique.

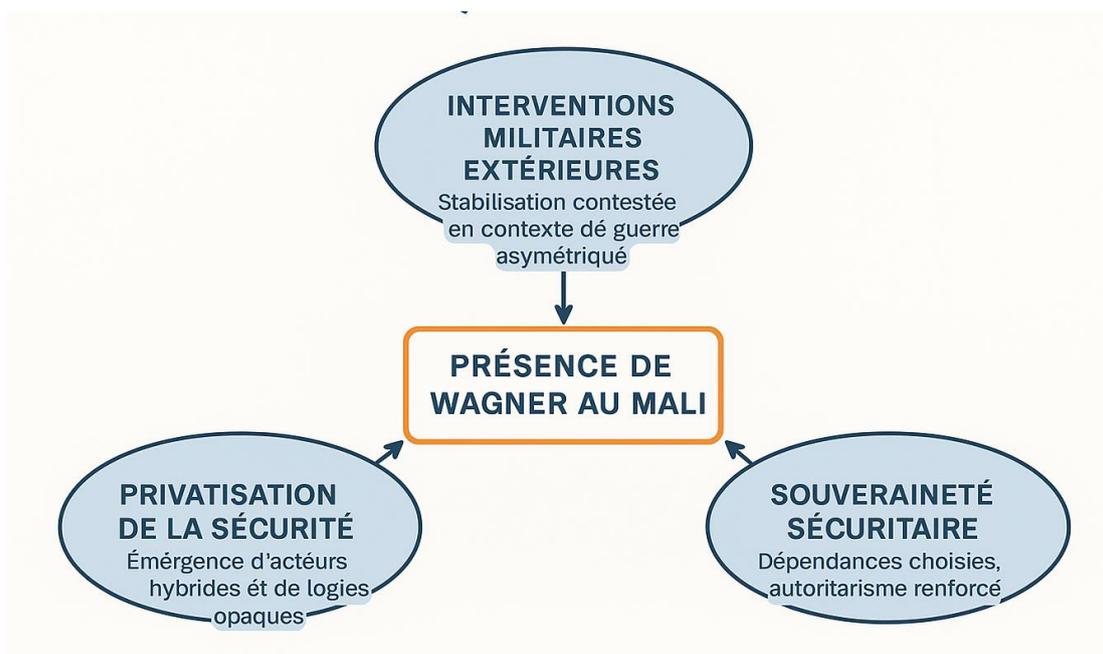
La souveraineté sécuritaire ainsi redéfinie est fragmentée, utilitaire et asymétrique : elle consiste moins à exercer une pleine autonomie qu'à négocier des protections en échange d'alignements politiques ou de concessions économiques (Bayart, 2009 ; Hagmann & Péclard, 2011). Wagner devient un vecteur de « souveraineté sous-

traitée », au service de la préservation du pouvoir, au détriment parfois des normes juridiques, des libertés publiques et de l'adhésion populaire (Mbembe, 2010 ; Marchal, 2023).

Dans cette perspective, le cas malien ne révèle pas seulement l'échec d'une stratégie sécuritaire, mais aussi une mutation du pacte politique entre gouvernants et gouvernés, où la sécurité devient un instrument de contrôle plutôt qu'un bien commun. Cette mutation interroge la capacité des États sahéliens à sortir des spirales de violence et de dépendance en l'absence de refondation inclusive des institutions.

En synthèse, ce cadre théorique éclaire la présence de Wagner comme un fait politique total : opération militaire, instrument géopolitique, et symptôme d'un réajustement autoritaire de la souveraineté dans un espace postcolonial en crise. Il permettra d'interpréter les données empiriques non seulement en termes de résultats visibles (territoires, bilans, violences), mais aussi de logiques invisibles : délégation du pouvoir, justification de la violence, et fabrication de la légitimité sous contrainte.

**Figure 1 – Articulation Des Axes Théoriques Et Des Dynamiques Empiriques Au Mali**



Source : Sissoko, 2025

#### 4 Méthodologie

Ce travail s'inscrit dans une posture de recherche critique appliquée aux études de sécurité africaines, combinant un design explicatif à méthodes mixtes et une approche de triangulation systématique des données. L'étude vise à évaluer empiriquement le bilan de l'intervention du groupe Wagner au Mali entre 2021 et 2025, en la comparant à deux dispositifs antérieurs : Serval (2013–2014) et Barkhane (2014–2022). Le Mali est ici mobilisé comme étude de cas centrale, du fait de son rôle pivot dans les dynamiques de reconfiguration sécuritaire au Sahel et de la densité des données disponibles sur son évolution militaire, politique et territoriale.

##### 4.1 Sources et types de données

L'analyse repose sur la mobilisation rigoureuse de données secondaires vérifiables, issues de trois grands types de sources complémentaires, choisies pour leur robustesse méthodologique et leur diversité d'ancrage (académique, institutionnel, journalistique) :

- **Données quantitatives :**
  - ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project) fournit les principales données géocodées sur les incidents violents (attaques, victimes, types d'événements, groupes armés impliqués) sur la période 2020–2025.
  - Rapports statistiques émanant de la MINUSMA, du HCDH, de l'African Center for Strategic Studies et de l'Institut d'études de sécurité.

- Bilans chiffrés compilés par des médias internationaux (Le Monde, RFI, Reuters) ou issus de documents d'États (communiqués militaires maliens, bulletins diplomatiques français ou russes).
- **Données qualitatives :**
  - Rapports d'ONG internationales telles que Human Rights Watch, Amnesty International ou la FIDH, documentant les exactions présumées de Wagner et des FAMA, ainsi que les effets sur les civils.
  - Analyses journalistiques approfondies issues de sources reconnues (Jeune Afrique, BBC, France 24, New York Times) concernant des opérations spécifiques (Moura, Gossi, Séguéla, etc.).
  - Documents officiels et positions publiques : communiqués des gouvernements maliens et russes, résolutions onusiennes, déclarations de la CEDEAO et de l'Union africaine, rapports parlementaires français sur Barkhane.
- **Sources doctrinales et académiques :**
  - Recherches scientifiques publiées sur les SMP, la gouvernance sécuritaire, les interventions extérieures et les recompositions autoritaires en Afrique (Avant, 2005 ; Singer, 2008 ; Charbonneau, 2021 ; Marten, 2022 ; Marchal, 2023).
  - Ouvrages de référence en études africaines critiques (Bayart, 2009 ; Mbembe, 2010 ; Hagmann & Péclard, 2011), mobilisés pour penser souveraineté, légitimité et violence.

La sélection s'est appuyée sur des critères de fiabilité, contemporanéité, diversité géographique et neutralité apparente. Chaque information mobilisée est citée dans le corps du texte selon les normes APA (auteur, année), et soumise à une vérification croisée inter-source.

#### 4.2 Approche mixte et triangulation

L'étude adopte un modèle séquentiel explicatif (Creswell & Plano Clark, 2011), articulant une première phase quantitative descriptive à une seconde phase qualitative interprétative, dans une logique intégrative. Cette approche permet d'évaluer non seulement les effets visibles des interventions (évolution des violences, contrôle territorial), mais aussi les effets moins quantifiables (perceptions, légitimités, narratifs).

- L'analyse quantitative est fondée sur les séries temporelles d'incidents violents fournies par ACLED. Elle permet de mesurer les tendances de la violence armée (fréquence, intensité, répartition spatiale), avant et après l'arrivée de Wagner. Une attention particulière est portée à la temporalité des ruptures, aux dynamiques géographiques (Mopti, Ségou, Tombouctou, Nara) et à la typologie des victimes (civils, militaires, jihadistes supposés).
- L'analyse qualitative procède par analyse thématique croisée des événements majeurs (Moura, Keibané, Sossobé...), des déclarations officielles et des témoignages rapportés. Elle vise à rendre compte de la grammaire des justifications sécuritaires, des stratégies de légitimation par la force, ainsi que des formes de résistance silencieuse ou de peur sociale qui en découlent.
- La triangulation consiste à systématiquement recouper les données entre sources de nature différente : institutionnelles (État, ONU), indépendantes (ONG, think tanks) et médiatiques. Par exemple, lorsqu'une opération est qualifiée de succès par les autorités maliennes, cette version est confrontée aux données ACLED (évolution des violences post-opération), aux témoignages d'ONG (impacts civils), et aux narratifs médiatiques pour en vérifier la robustesse ou en révéler les contradictions.

Cette méthodologie croisée permet de neutraliser les biais institutionnels et d'éclairer les écarts entre performance militaire proclamée, perception locale et réalités sécuritaires objectives. Elle donne également les moyens d'évaluer la présence de Wagner à partir de critères multiples et empiriquement traçables, dépassant les seuls effets d'annonce.

#### 4.3 Limites méthodologiques

L'étude reconnaît plusieurs **limites inhérentes au contexte de recherche**, que les dispositifs de vérification n'annulent pas totalement, mais contribuent à atténuer :

- **Absence de données primaires de terrain** : les contraintes de sécurité et d'accès empêchent la réalisation d'entretiens directs ou d'enquêtes ethnographiques dans les zones concernées. Le recours à

des sources secondaires ne permet pas de restituer intégralement les dynamiques micro-locales, notamment les effets psychologiques ou les résistances informelles.

- **Opacité des acteurs impliqués** : Wagner opère sans statut légal explicite au Mali. Cette absence de traçabilité juridique et opérationnelle complique l’attribution précise des responsabilités, en particulier lors des opérations conjointes avec les FAMA. Les dénégations systématiques des autorités maliennes ou russes réduisent les possibilités de vérification officielle.
- **Biais communicationnels et instrumentalisations** : certaines sources, qu’elles soient institutionnelles, médiatiques ou même militantes, peuvent porter des biais de confirmation ou des agendas politiques. Si la triangulation permet d’en limiter les effets, elle ne peut garantir une neutralité absolue. Une attention critique est donc systématiquement appliquée à la nature, au contexte et aux intentions des documents analysés.
- **Effets confondants dans l’évaluation des impacts** : le Mali est traversé par de multiples facteurs de fragilité (climat, conflit intercommunautaire, crise économique, retrait de la MINUSMA, reconfiguration des groupes jihadistes). Il est donc méthodologiquement délicat d’attribuer avec certitude tel développement uniquement à la présence de Wagner. L’analyse raisonne en corrélations et effets de structure, non en causalité stricte.

Ces limites appellent à une lecture prudente mais robuste des résultats. Elles justifient également le choix d’une méthodologie fondée sur la diversité des sources, la transparence des méthodes et la réflexivité analytique, afin de garantir une évaluation aussi rigoureuse que possible de ce partenariat sécuritaire controversé.

**Tableau 2 – Chronologie des principales sources mobilisées (2022–2025)**

Date	Type de source	Origine / Auteur	Événement ou contenu analysé
Mars 2022	Rapport d’ONG	Human Rights Watch	Documentation du massacre de Moura : environ 300 civils exécutés par FAMA avec soutien de Wagner.
Avril 2022	Rapport militaire & médiatique	Le Monde / Ministère français des Armées	Affaire de Gossi : Wagner accusé d’avoir mis en scène un charnier pour discréditer Barkhane (images drone à l’appui).
Mai 2023	Rapport institutionnel onusien	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme (HCDH)	Publication d’un rapport confirmant les exécutions extrajudiciaires à Moura, violations graves des droits humains.
Août 2023	Article scientifique	Marten, K. (International Security)	Analyse du rôle géopolitique de Wagner comme instrument de projection d’influence russe en Afrique.
Janv. 2024	Base de données quantitative	Armed Conflict Location & Event Data (ACLED)	Série chronologique d’événements violents au Mali : évolutions 2020–2025, typologie des violences, victimes.
Oct. 2024	Enquêtes et analyses journalistiques	Reuters / RFI / France 24	Revers militaires au centre du Mali ; attaques jihadistes majeures à Sévaré, Boulkessi, Tombouctou.
Juin 2025	Déclaration officielle et média d’État	Communiqué d’Africa Corps / Gouvernement malien / Canal Telegram de Wagner	Annonce du retrait de Wagner du Mali, création de l’Africa Corps, continuité de la coopération militaire russe.

Source : Sissoko, 2025

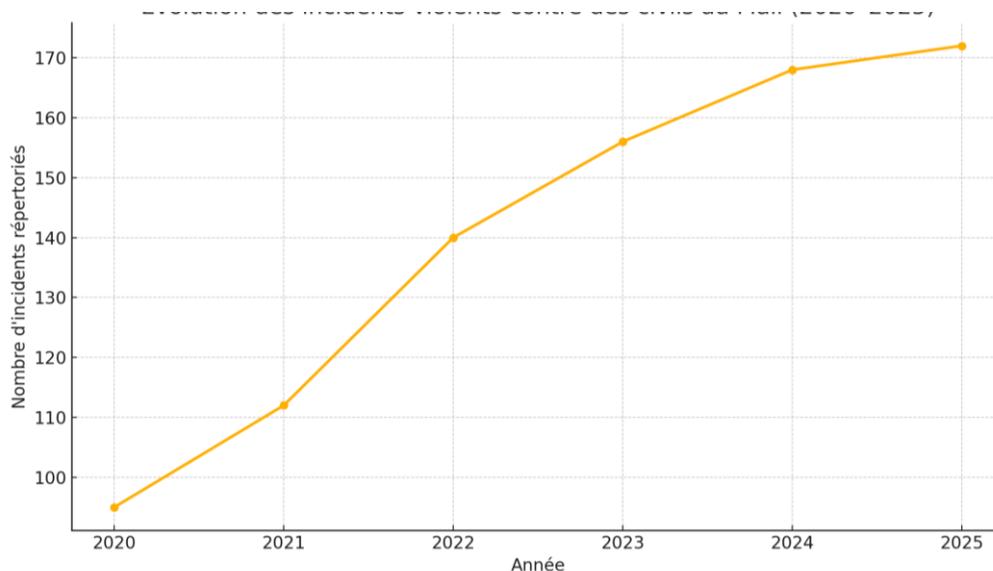
## 5 Résultats empiriques : une guerre prolongée sans victoire

### 5.1 Évolution des violences armées avant et après l'arrivée de Wagner

Le déploiement du groupe Wagner au Mali, à partir de décembre 2021, s'est accompagné de promesses officielles de « montée en puissance » sécuritaire. Présentée comme une rupture stratégique, cette intervention devait permettre de reprendre l'initiative face à la fragmentation territoriale induite par l'expansion des groupes jihadistes. Pourtant, l'analyse des données issues d'ACLED sur la période 2020–2025 met en évidence l'absence d'effet stabilisateur significatif à l'échelle nationale.

Entre 2021 (avant Wagner) et 2023 (deuxième année pleine d'intervention), le nombre total d'incidents violents enregistrés au Mali a augmenté de manière continue. Le volume annuel d'attaques impliquant des civils est passé de 112 événements répertoriés en 2021 à 156 en 2023 dans la seule région de Mopti, soit une hausse de 39 % (ACLED, 2024). Cette région, cœur de la présence conjointe FAMa-Wagner, a concentré certaines des opérations les plus meurtrières, notamment à Moura, où environ 300 personnes ont été exécutées sommairement selon Human Rights Watch (2022) et confirmées par le Haut-Commissariat des Nations unies (ONU HCDH, 2023).

Figure 1 – Évolution des incidents violents impliquant des civils au Mali (2020–2025)



Source : ACLED, compilation des incidents documentés par année civile.

Les violences ont également augmenté à Ségou et Koulikoro, avec des incidents documentés à Keibané, Sossobé ou encore Ouenkoro. Dans ces zones, la tactique de la contre-insurrection s'est souvent traduite par des représailles indiscriminées à la suite d'attaques par engins explosifs improvisés (IED), menées conjointement par les forces maliennes et des hommes identifiés comme russophones (Le Monde, 2023). Les victimes civiles se comptent par dizaines à chaque opération de ce type, sans que la dynamique d'insécurité ne soit durablement brisée.

Sur le front militaire, les forces armées maliennes n'ont pas enregistré de baisse significative des pertes. Bien au contraire, les attaques jihadistes ont gagné en intensité et en coordination. En 2023 et 2024, des offensives d'envergure ont été menées contre les garnisons de Ménaka, Dioura, Tombouctou, Boulikessi et Sévaré. Selon les bilans officiels et les données compilées par RFI et Reuters, plus de 450 soldats maliens ont été tués entre janvier 2022 et mai 2025, un chiffre supérieur à la moyenne annuelle des pertes sous l'ère Barkhane (France24, 2025).

La prise temporaire de certaines localités par des groupes affiliés au JNIM ou à l'État islamique au Grand Sahara démontre la fragilité persistante du contrôle territorial, en dépit des actions conjointes menées avec Wagner. En mai 2025, l'attaque de Sévaré a causé plus de 70 morts parmi les forces maliennes et les volontaires de défense, malgré l'encadrement russe dans la zone (RFI, 2025). Cette incapacité à anticiper ou prévenir les offensives, dans des zones censées être sous contrôle, soulève des interrogations sur l'efficacité opérationnelle réelle du partenariat.

Par ailleurs, l'analyse spatiale des actions de Wagner indique une priorisation des zones à haute valeur stratégique (axes routiers, sites miniers, infrastructures étatiques), au détriment de la sécurisation globale du territoire. Les régions du Gourma et du nord de Ménaka, peu peuplées mais hautement instables, ont été quasiment abandonnées à la présence des groupes armés, accentuant les déplacements de population et l'enracinement de l'économie de guerre (Howe, 2021 ; Marten, 2022).

Le retrait annoncé de Wagner en juin 2025, aussitôt relayé par l'installation de l'« Africa Corps », ne s'est accompagné d'aucune victoire stratégique documentée. Les communiqués officiels n'évoquent ni reprise durable de territoires, ni neutralisation de réseaux jihadistes majeurs. Loin d'un retrait sur succès, cette transition traduit plutôt une reconfiguration tactique face à un échec d'ampleur, marqué par des pertes militaires importantes et une persistance de l'instabilité (Reuters, 2025 ; Africa Corps, 2025).

En somme, l'examen empirique des tendances violentes au Mali depuis l'arrivée de Wagner montre une aggravation des indicateurs de conflictualité, à la fois en intensité et en dispersion géographique. Ces constats contrastent fortement avec les objectifs proclamés de l'intervention, et remettent en cause l'idée d'une « alternative sécuritaire » plus efficace que les dispositifs occidentaux précédents.

## **5.2 Bilan militaire comparé : Wagner vs Barkhane**

Le recours au groupe Wagner a été justifié par les autorités maliennes comme une réponse à l'échec présumé de l'opération Barkhane. Ce repositionnement stratégique visait à obtenir des résultats militaires plus rapides, plus décisifs, et affranchis des contraintes diplomatiques liées à la coopération occidentale. Toutefois, l'examen comparé des deux dispositifs révèle que cette substitution s'est traduite davantage par un changement de posture et de méthode que par une amélioration mesurable des performances opérationnelles.

### **5.2.1 Doctrines d'engagement et cadres opérationnels**

L'opération Barkhane, déployée de 2014 à 2022, était structurée autour d'une stratégie de stabilisation régionale multilatérale : neutralisation ciblée des chefs jihadistes, sécurisation de zones-clés (Gourma, Liptako), soutien aux armées sahéliennes et coordination avec la MINUSMA et l'EUTM (Charbonneau, 2021). Cette mission répondait à un mandat politique et à des obligations juridiques minimales : respect du droit international humanitaire, communication régulière sur les résultats, enquêtes internes en cas de bavure.

À l'inverse, le dispositif Wagner est caractérisé par son absence de cadre légal public, sa logique contractuelle opaque et sa stratégie d'engagement offensif sans filtre. Il repose sur une proximité organique avec les régimes militaires, sur une insertion dans les chaînes de commandement locales, et sur une posture de répression directe dans les zones considérées comme « infiltrées » (Marten, 2022). Là où Barkhane privilégiait le renseignement, les frappes aériennes et l'évitement du corps à corps, Wagner privilégie la confrontation frontale, souvent sans distinction entre combattants et civils.

### **5.2.2 Performances opérationnelles et contrôle territorial**

En matière de résultats tactiques, Barkhane a revendiqué l'élimination de plusieurs chefs jihadistes majeurs, dont Abdelmalek Droukdel (2020) et Bah Ag Moussa (2020), ainsi que la destruction de camps d'entraînement dans le Gourma et le Liptako (ACSS, 2022). Elle assurait une présence dissuasive dans les régions critiques, notamment à Gao, Ménaka et Tombouctou. Sa stratégie visait la maîtrise territoriale par quadrillage des zones sensibles.

Wagner n'a, pour sa part, communiqué aucun résultat vérifiable en matière de neutralisation ciblée. Aucun cadre jihadiste de premier plan n'a été confirmé comme éliminé durant ses opérations au Mali. Les zones où Wagner s'est déployé (Mopti, Ségou, Tombouctou) ont continué à enregistrer des attaques meurtrières, y compris contre des bases sécurisées (RFI, 2025 ; France24, 2024). Plusieurs régions anciennement tenues par Barkhane sont repassées sous influence jihadiste, comme dans le nord de Ménaka ou le cercle de Boulkessi, sans réponse stratégique claire de la part des mercenaires russes.

Par ailleurs, le coût militaire a nettement augmenté : plus de 450 soldats maliens tués entre 2022 et 2025, contre une moyenne bien inférieure lors des années précédentes, malgré la présence d'unités russes censées améliorer les performances de terrain (Reuters, 2025). Les pertes du contingent Wagner restent inconnues, mais plusieurs attaques (Sévaré, Tombouctou, Keibané) ont causé des pertes dans leurs rangs, selon des sources concordantes (Le Monde, 2024).

### 5.2.3 Effets collatéraux, droit humanitaire et perceptions locales

Barkhane, bien que critiquée pour certaines bavures (notamment à Bounti en 2021), était encadrée par des mécanismes d'enquête, et ses interventions faisaient l'objet de comptes rendus réguliers auprès du Parlement français et de la presse. L'État-major français s'est, à plusieurs reprises, publiquement expliqué sur ses erreurs, dans un contexte de pression médiatique et diplomatique constante.

À l'inverse, Wagner opère dans un silence institutionnel presque total. Ses méthodes ont entraîné des violations systématiques des droits humains. À Moura (mars 2022), les témoignages recoupés par HRW et les investigations de l'ONU convergent vers l'exécution de plus de 500 civils non armés, dans le cadre d'une opération conjointe FAMa-mercenaires russophones (Human Rights Watch, 2022 ; ONU HCDH, 2023). D'autres cas documentés (Sossobé, Ouenkoro, Séguéla) montrent une récurrence des pratiques de représailles collectives, souvent sans discernement.

Ces exactions ont provoqué une dégradation radicale des relations entre l'armée et les populations locales. Dans certaines zones, des habitants ont fui les forces censées les protéger, allant jusqu'à se réfugier dans les zones jihadistes jugées moins violentes à leur égard (Marchal, 2023). L'effet contre-productif est manifeste : au lieu de restaurer l'autorité étatique, Wagner a contribué à affaiblir la légitimité sécuritaire de l'État, en accentuant la peur, les déplacements forcés et la radicalisation de certaines franges de la population.

En synthèse, si Barkhane n'a pas permis une stabilisation durable du Mali, Wagner n'a ni inversé la dynamique insurrectionnelle, ni instauré un rapport plus équilibré entre puissance militaire et légitimité politique. Le différentiel se situe non dans les résultats, mais dans les méthodes : plus brutales, moins encadrées, et au final plus coûteuses humainement et institutionnellement. La substitution d'un dispositif à l'autre apparaît ainsi comme un déplacement de forme, sans rupture sur le fond de l'échec stratégique.

**Tableau 3 – Comparaison stratégique entre les dispositifs Barkhane et Wagner au Mali**

Critères d'analyse	Barkhane (2014–2022)	Wagner (2021–2025)
<b>Mandat et légalité</b>	Opération française à mandat bilatéral, coordonnée avec l'ONU et l'UE	Présence non officielle, contrat opaque avec la junte, hors cadre multilatéral
<b>Doctrine d'engagement</b>	Frappes ciblées, maîtrise de zones, appui aérien et renseignement	Engagement direct, ratissage au sol, logique de confrontation sans distinction claire
<b>Zones d'intervention principales</b>	Nord et centre (Gao, Ménaka, Gourma, Gossi, Tombouctou)	Mopti, Ségou, Tombouctou, zones minières et urbaines stratégiques
<b>Résultats revendiqués (vérifiables)</b>	Élimination de chefs jihadistes (Droukdel, Ag Moussa), neutralisation de katibas	Aucun chef majeur neutralisé, résultats non documentés, objectifs flous
<b>Coût militaire et pertes</b>	58 soldats français tués en 8 ans, pertes maliennes stabilisées (avant 2021)	450+ soldats maliens tués (2022–2025), pertes russes non déclarées
<b>Comportement vis-à-vis des civils</b>	Respect global des conventions, bavures ponctuelles et enquêtes ouvertes (ex. Bounti)	Exécutions sommaires, représailles collectives, Moura (500 morts), impunité totale
<b>Perception et impact social</b>	Déclin progressif du soutien populaire, critiques croissantes mais encadrement existant	Rejet croissant dans les zones rurales, climat de peur, discrédit durable de l'État

Sources : Compilations à partir des données ACLED, HRW (2022), ONU (2023), Le Monde (2024), RFI (2025), Marten (2022), Charbonneau (2021).

### 5.3 Violations des droits humains et réputation internationale

L'intervention du groupe Wagner au Mali a été marquée par une intensification notable des violences à l'encontre des populations civiles, dans un contexte d'impunité quasi totale. En rupture avec les normes d'engagement encadrant les opérations militaires internationales antérieures, la collaboration entre les FAMa et les mercenaires

russes a entraîné une banalisation des pratiques extrajudiciaires, couplée à une dégradation profonde de l'image du Mali sur la scène internationale.

### **5.3.1 Moura : une opération fondatrice d'un régime d'impunité**

L'opération militaire conduite dans le village de Moura (cercle de Djenné, région de Mopti) du 27 au 31 mars 2022 constitue un point de bascule dans les rapports entre armée, civils et justice. Selon Human Rights Watch (2022), près de 300 hommes, pour la plupart des civils non armés, ont été exécutés sommairement après avoir été rassemblés, interrogés et séparés par groupes. Les survivants décrivent l'intervention d'unités mixtes FAMA – mercenaires russophones, qui auraient utilisé des drones et des équipements spécifiques (HRW, 2022).

Un an plus tard, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (ONU HCDH, 2023) a publié un rapport fondé sur 157 témoignages directs, concluant à l'exécution d'au moins 500 personnes, dont des mineurs. Cette opération a été qualifiée de crime de guerre par plusieurs experts indépendants. Pourtant, aucune enquête judiciaire n'a été ouverte, aucun soldat n'a été sanctionné, et l'État malien a rejeté toutes les demandes d'investigation internationale au nom du « respect de la souveraineté » (RFI, 2023).

### **5.3.2 Multiplication des exactions et logique de violence punitive**

Loin d'être un cas isolé, Moura a ouvert la voie à une généralisation des opérations de repréailles massives, en dehors de tout cadre légal. Entre 2022 et 2025, des dizaines d'incidents similaires ont été documentés à Séguéla, Ouenkoro, Keibané, Sossobé, Trabakoro et dans les cercles de Nara et de San. Ces interventions se caractérisent par un schéma répétitif : attaque jihadiste (souvent par IED), riposte militaire immédiate, rafle d'hommes dans les villages alentour, exécutions sommaires ou disparitions forcées (Le Monde, 2023 ; Amnesty International, 2024). Ces actions s'inscrivent dans une stratégie de contrôle par la peur, où toute proximité géographique ou communautaire avec les zones d'activités jihadistes suffit à justifier une répression indiscriminée. Les populations peules, dogons et soninkés ont particulièrement souffert de ces pratiques, accentuant les clivages identitaires et les suspicions intercommunautaires. Des habitants de villages du centre affirment préférer éviter tout contact avec les FAMA, par crainte d'être assimilés à l'ennemi (Marchal, 2023).

D'après les données d'ACLED (2024), les violences attribuées aux forces pro-gouvernementales ont provoqué plus de morts civils que celles imputées aux groupes armés non étatiques dans plusieurs zones de conflit en 2022 et 2023. Cette inversion symbolique fragilise la narration d'un État protecteur, et alimente l'adhésion de certaines communautés rurales aux katibas, perçues comme plus disciplinées ou moins aléatoires dans leur brutalité.

### **5.3.3 Conséquences diplomatiques et isolement stratégique**

La multiplication des abus a également fragilisé la position internationale du Mali. En plus de la dénonciation systématique par les grandes ONG de défense des droits humains (Human Rights Watch, Amnesty International, FIDH), plusieurs organes de l'ONU, dont le Conseil des droits de l'homme, ont exprimé leur inquiétude. En réponse, Bamako a procédé à l'expulsion du HCDH, et a exigé la fin du mandat de la MINUSMA, entérinée en 2023.

Ce repli souverainiste, s'il a rencontré un certain écho populiste à l'intérieur du pays, s'est traduit sur le plan extérieur par un isolement diplomatique accru. Plusieurs partenaires bilatéraux ont suspendu leur coopération sécuritaire ou humanitaire, tandis que l'Union européenne a élargi ses sanctions à des entités économiques liées à Wagner au Mali (mines, logistique, aviation) dès la fin 2023 (Le Monde, 2024). Le Mali a ainsi progressivement perdu le bénéfice de la solidarité internationale, sans pour autant disposer d'un socle de sécurité alternatif réellement crédible.

Par ailleurs, les exactions ont terni la réputation du régime de transition dans les enceintes africaines. Malgré le soutien formel du Burkina Faso et du Niger dans le cadre de l'Alliance des États du Sahel (AES), plusieurs États de la CEDEAO et de l'Union africaine ont exprimé, en coulisse, leur préoccupation croissante face à la dérive autoritaire et au recours à des forces paramilitaires étrangères non contrôlées (International Crisis Group, 2024).

En définitive, les violations systématiques des droits humains observées depuis 2022 ne sont ni accidentelles ni marginales : elles sont constitutives de la stratégie militaire adoptée par le tandem Wagner-FAMA. Leur multiplication, leur impunité et leur banalisation ont produit un double effet délétère : perte de légitimité interne de l'État, et marginalisation internationale du Mali. Cette dynamique pose un problème structurel à toute

perspective de sortie de crise, en compromettant à la fois la confiance sociale et les partenariats extérieurs nécessaires à une stabilisation durable.

**Tableau 4 – Localisation des principales zones d’exactions documentées au Mali (2022–2025)**

Zone	Région	Type d’incident dominant	Année(s)
Moura	Mopti	Exécutions massives (300–500 morts)	2022
Sossobé	Mopti	Descente hélicoptérée, exécutions ciblées	2023
Keibané	Koulikoro	IED – représailles contre civils	2023
Séguéla	Ségou	Raffles et exécutions post-attaque	2023
Ouenkoro	Mopti	Patrouille mixte FAMa–Wagner, exécutions	2023
Trabakoro	Koulikoro	Rafle collective, morts non revendiqués	2024
Sévaré	Mopti	Offensive jihadiste – confusion pertes civiles	2025
Tombouctou	Tombouctou	Opérations mixtes, disparitions signalées	2024–2025
Boulkessi	Mopti	Abandon de position – représailles contre civils	2025

**Source** : Compilation de données issues de Human Rights Watch (2022), ONU HCDH (2023), Le Monde (2023–2024), ACLED (2024), Amnesty International (2024).

#### 5.4 Perceptions locales et conséquences sociales

L’impact de la présence de Wagner au Mali ne peut être pleinement appréhendé sans considérer les réactions des populations concernées, qui constituent le réceptacle final des stratégies de sécurisation ou de coercition. L’analyse des perceptions locales, fondée sur des rapports d’ONG, des témoignages communautaires et des observations de terrain, montre un glissement progressif de l’adhésion à la défiance, accompagné de reconfigurations sociales silencieuses mais profondes.

##### 5.4.1 Espoir initial et désillusion rapide

À son arrivée en 2021, la présence du groupe Wagner a été perçue par une frange des populations rurales comme une solution radicale face à l’impuissance de Barkhane, dans un contexte marqué par l’expansion continue des groupes jihadistes et l’insécurité quotidienne (Bouhlel, 2023 ; RFI, 2022). Dans certaines zones du centre (Mopti, Ségou), cette arrivée a suscité des attentes de reconquête territoriale et de rétablissement d’une autorité étatique affaiblie.

Cependant, la multiplication d’opérations militaires brutales, associées à des exécutions sommaires, des arrestations arbitraires et des actes de représailles collectives, a rapidement engendré une dissociation entre l’armée et les communautés locales. À Sossobé et Ouenkoro, des habitants interrogés par Amnesty International (2024) affirment avoir fui leurs villages non pas à cause des jihadistes, mais de peur des forces régulières et de leurs alliés étrangers. La peur a ainsi remplacé l’attente.

##### 5.4.2 Rétraction sociale et gestion du silence

Face à cette violence institutionnalisée, les populations rurales ont développé des stratégies de repli fondées sur l’invisibilité et l’évitement. Selon Human Rights Watch (2023), des familles restreignent les déplacements, suspendent les activités agricoles saisonnières, ou interdisent à leurs enfants d’aller au marché par crainte d’être associés à des katibas ou pris dans des raffles. Les chefs coutumiers, les commerçants itinérants et les figures religieuses locales ont cessé de relayer certaines informations ou d’interagir avec les autorités préfectorales.

Ce repli s'est accompagné d'une fragmentation du lien social, dans un contexte déjà marqué par des tensions communautaires. Les opérations punitives menées dans des zones à forte présence peule ou dogon ont alimenté la suspicion ethnique, ravivant des fractures que les dialogues intercommunautaires initiés entre 2018 et 2020 avaient partiellement apaisées (Marchal, 2023).

Dans ce climat, le discours officiel a perdu de sa performativité : les annonces gouvernementales sur la « fin du terrorisme », la « montée en puissance » ou la « sécurisation des chefs-lieux » sont accueillies avec détachement, ironie ou désintérêt, selon des témoignages cités par l'International Crisis Group (2024). Cette dissociation entre langage institutionnel et expérience vécue affaiblit la légitimité du pouvoir et compromet les tentatives futures de remobilisation civique.

#### 5.4.3 Redéfinition des loyautés et adaptation non conflictuelle

Dans un environnement perçu comme hostile ou imprévisible, les populations adoptent des formes de résilience tactique, souvent silencieuses. Dans plusieurs localités du Gourma et du delta intérieur du Niger, des pactes non écrits de coexistence ont été établis avec les katibas locales, non par adhésion idéologique, mais par stratégie de survie (Marchal, 2023 ; Le Monde, 2023). Ces arrangements prennent la forme de zones neutres, d'accords de non-agression ou d'échanges de services (sécurité contre nourriture, loyauté contre tranquillité).

Ce phénomène s'accompagne d'une mutation des référents de confiance : dans certains villages, les figures d'autorité locale ne sont plus les préfets ou les chefs militaires, mais des médiateurs religieux, des représentants communautaires ou, dans certains cas, des responsables de groupes armés non étatiques jugés plus « prévisibles ». Cela complexifie la mise en œuvre des politiques de DDR (désarmement, démobilisation, réinsertion), car l'État est perçu comme illégitime, distant ou menaçant.

Dans les milieux urbains, une forme de résistance discrète s'est également développée. Elle prend la forme de satires numériques, de dénonciations par allusion, ou de contre-discours circulant dans les espaces virtuels sécurisés. Ces formes d'expression, bien que fragiles et minoritaires, témoignent d'un refus implicite de la violence d'État et d'un besoin de contre-récit dans une société muselée.

En somme, la perception locale de la présence de Wagner est passée d'une attente de libération à une gestion du risque par la distance, le silence ou la négociation parallèle. Cette dynamique sape les fondements mêmes d'une stratégie de stabilisation centrée sur la force. Elle révèle que la sécurité ne peut se décréter par la violence, mais se construit dans la confiance, la justice, et la reconnaissance mutuelle.

**Tableau 4 : Évolution des perceptions locales de la présence de Wagner au Mali (2021–2025)**

Phase	Perceptions dominantes	Zones concernées et sources	Conséquences sociales majeures
<b>Adhésion initiale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Espoir de rupture sécuritaire</li> <li>- Soutien populaire à la rhétorique souverainiste</li> <li>- Image de Wagner comme force "libératrice"</li> </ul>	Mopti, Tombouctou, Ségou (fin 2021 – mi-2022) (Bouhlel, 2023 ; RFI, 2022 ; ICG, 2022)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Légitimation du pouvoir militaire</li> <li>Ralliement ponctuel aux actions sécuritaires</li> <li>Retrait partiel des critiques</li> </ul>
<b>Désillusion &amp; peur</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Choc face aux exécutions massives (ex. Moura)</li> <li>- Méfiance croissante envers l'armée</li> <li>- Peur silencieuse, replis communautaires</li> </ul>	Mopti (Moura, Sossobé, Ouenkoro), Koulikoro (Keibané, Trabakoro) (HRW, 2022 ; HCDH, 2023 ; Amnesty, 2024)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dislocation du lien armée-population</li> <li>Autocensure civique</li> <li>Déplacement de civils, perte de confiance institutionnelle</li> </ul>
<b>Résistance tacite</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stratégies d'évitement de l'armée</li> <li>- Pactes locaux de non-agression avec des katibas</li> <li>- Émergence de contre-discours discrets</li> </ul>	Centre et Nord : Gourma, Delta intérieur du Niger ; urbain : Bamako, Ségou (Marchal, 2023 ; Le Monde, 2024 ; ICG, 2024)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconfiguration des loyautés locales</li> <li>Contournement de l'État</li> <li>Autonomisation sociale, résilience communautaire</li> </ul>

**Sources :** Compilation à partir de Bouhlel (2023), HRW (2022), HCDH (2023), Marchal (2023), ICG (2024), Amnesty International (2024), Le Monde (2023–2024).

**Légende :** Les phases ne sont pas strictement linéaires mais peuvent coexister selon les localités, les groupes sociaux ou les moments. Ce tableau résume une trajectoire générale d'érosion de la légitimité étatique, catalysée par les modes opératoires de Wagner.

## **6 Discussion: efficacité sécuritaire ou instrument politique ?**

Les résultats empiriques présentés précédemment mettent en lumière un décalage manifeste entre les objectifs officiellement assignés à la présence de Wagner au Mali et les dynamiques sécuritaires, politiques et sociales effectivement observées sur le terrain. Cette section propose une mise en perspective critique de cet écart, en interrogeant le rôle de Wagner non seulement comme opérateur militaire, mais aussi comme outil de gouvernance autoritaire dans un contexte de crise de légitimité étatique.

### **6.1.1 Un bilan militaire faible compensé par un récit politique fort**

Malgré les attentes de rupture exprimées au moment du retrait de Barkhane, l'intervention de Wagner n'a pas permis de stabiliser les zones les plus exposées du Mali. Aucune neutralisation vérifiée de chefs jihadistes majeurs, pas de reconquête durable de territoires clés, et une recrudescence des attaques armées contre les civils et les soldats : tous les indicateurs confirment l'inefficacité opérationnelle du dispositif (ACLED, 2024 ; HRW, 2022 ; RFI, 2025).

Pourtant, ce constat ne semble pas affecter la narration officielle. Le discours de « montée en puissance » et de « reprise de souveraineté » s'est maintenu de manière constante, indépendamment des revers militaires. Ce décrochage entre les faits et le récit indique que la fonction principale de Wagner réside moins dans la sécurisation du territoire que dans la construction politique d'une autorité virile et affranchie des normes internationales (Bouhlel, 2023 ; Marchal, 2023).

### **6.1.2 La violence comme technologie de souveraineté**

Ce constat rejoint les travaux sur la souveraineté sécuritaire autoritaire, dans lesquels la violence étatique – ou para-étatique – n'est pas un échec de l'État, mais un mode de régulation politique (Hagmann & Péclard, 2011 ; Mbembe, 2010). La brutalité des opérations conjointes FAMA–Wagner, loin d'être accidentelle, participe d'un projet visant à :

- Écarter les mécanismes de redevabilité (expulsion du HCDH, suspension de la MINUSMA) ;
- Dissuader les contestations intérieures (arrestations de figures critiques, climat de surveillance) ;
- Construire une souveraineté démonstrative, basée sur la force, l'affirmation identitaire et le rejet des partenaires multilatéraux.

Dans cette configuration, la sécurité n'est plus envisagée comme une condition du vivre-ensemble, mais comme un monopole répressif au service du maintien au pouvoir. Wagner devient ainsi une pièce centrale d'un dispositif de contrôle vertical, où l'ennemi est aussi bien le terroriste armé que le civil désobéissant.

### **6.1.3 Un affaiblissement de la cohésion sociale et de la crédibilité institutionnelle**

L'usage extensif de la violence a provoqué un effet de désaffiliation civique. Les exécutions sommaires, les représailles collectives et l'impunité institutionnelle ont détérioré les relations entre l'armée et les communautés rurales, particulièrement dans le centre du pays. Ce climat de défiance favorise des logiques d'évitement de l'État, voire de repli vers des dispositifs de protection communautaire ou jihadiste (Marchal, 2023 ; ICG, 2024).

Par ailleurs, l'image du Mali sur la scène régionale et internationale s'est nettement dégradée. Le retrait des partenaires occidentaux, les sanctions ciblées contre les entités liées à Wagner, et l'isolement diplomatique croissant témoignent d'un coût stratégique élevé de cette militarisation autoritaire. Autrement dit, si Wagner a permis un gain tactique de souveraineté interne pour la junte, ce gain s'est fait au prix d'une perte structurelle de crédibilité externe.

### **6.1.4 Une continuité masquée derrière une rupture affichée**

Enfin, contrairement à l'idée largement véhiculée par les autorités, le passage de Barkhane à Wagner ne constitue pas une rupture stratégique, mais une continuité dans la délégation de la violence à des acteurs externes, au service d'un État incapable d'assurer lui-même la sécurité. La différence tient dans le mode de mise à distance du droit : Barkhane opérait sous surveillance démocratique, Wagner dans l'ombre. Mais dans les deux cas, la solution militaire reste privilégiée, au détriment des mécanismes politiques, institutionnels ou communautaires de résolution des conflits.

Wagner n'a pas échoué parce qu'il a été inefficace militairement. Il a réussi politiquement là où Barkhane n'osait aller: il a offert au régime malien une sécurité d'exception, sans accountability, sans contre-pouvoirs, et sans cadre normatif. En cela, il ne constitue pas seulement une erreur de stratégie, mais une manifestation symptomatique d'une souveraineté instrumentalisée par la peur, au détriment de la paix et de la justice.

**Tableau 5 : Fonctions politiques comparées de Barkhane et Wagner au Mali**

Fonction politique	Barkhane (2014–2022)	Wagner (2021–2025)
<b>Ancrage institutionnel</b>	Appui militaire formalisé dans des cadres multilatéraux (ONU, G5 Sahel, EUTM)	Dispositif bilatéral opaque, sans reconnaissance juridique ou mandat international
<b>Narratif étatique mobilisé</b>	Coopération sécuritaire héritée, perçue comme dépendance postcoloniale	Reprise de souveraineté ; discours de rupture avec l'ordre occidental
<b>Utilité politique pour le régime</b>	Soutien conditionné à des transitions démocratiques encadrées	Appui direct à un pouvoir militaire de fait ; protection rapprochée du régime
<b>Effet sur la redevabilité publique</b>	Surveillance institutionnelle partielle (médias, parlement, partenaires extérieurs)	Effacement des mécanismes de redevabilité ; opérations non transparentes
<b>Fonction dans la communication d'État</b>	Partenaire critiqué mais toléré ; difficilement mobilisable dans le récit national	Élément central de propagande militaire et identitaire (patriotisme, virilité, rupture)
<b>Impact sur les libertés publiques</b>	Espace civique sous contrainte, mais pluralisme partiel maintenu	Restriction accrue des libertés ; usage sécuritaire contre les voix critiques
<b>Coût diplomatique et réputationnel</b>	Image d'un régime sous assistance ; tensions avec une partie de la population	Isolement international accru ; perte d'influence dans les espaces régionaux et onusiens

Source : Auteur, 2025

Ce tableau met en évidence que Barkhane et Wagner ont joué des rôles politiques distincts dans les trajectoires de l'État malien.

- Barkhane a fonctionné comme un outil de stabilisation sous contrainte, s'insérant dans une logique de contrôle externe et de transition surveillée.
- Wagner, au contraire, a été instrumentalisé comme une force d'autonomisation autoritaire, affranchie des normes démocratiques, permettant à la junte de consolider son pouvoir par la violence et le récit souverainiste.

## 7 Conclusion

L'évaluation du bilan de la présence du groupe Wagner au Mali entre 2021 et 2025 met en évidence une contradiction majeure entre les finalités affichées de sécurisation et les dynamiques observées sur le terrain.

Présentée comme une alternative souverainiste aux interventions occidentales, cette coopération militaire s'est révélée inefficace sur le plan sécuritaire, coûteuse humainement, et politiquement déstabilisatrice.

Les données empiriques montrent que l'intervention de Wagner n'a ni freiné l'expansion des groupes armés, ni rétabli un contrôle territorial durable. Au contraire, les violences contre les civils ont augmenté, les pertes militaires se sont accrues, et les capacités d'intervention de l'État se sont fragmentées. Le climat d'impunité généralisée a nourri la peur, la méfiance et la désaffiliation dans plusieurs régions, notamment au centre du pays.

Sur le plan politique, Wagner n'a pas été un simple opérateur militaire, mais un vecteur de renforcement autoritaire. Son mode d'action opaque, couplé à une logique de brutalité sans redevabilité, a permis à la junte malienne de se délier des contraintes imposées par les partenaires multilatéraux. Loin d'inaugurer une souveraineté consolidée, ce tournant sécuritaire a produit une souveraineté instrumentalisée : démonstrative à l'intérieur, mais affaiblie à l'extérieur.

Ce cas confirme que les sociétés militaires privées peuvent être mobilisées non pour stabiliser un État, mais pour en consolider l'architecture de pouvoir, au mépris des normes internationales et des mécanismes de protection des droits. En cela, Wagner illustre un changement d'échelle : de l'intervention à la délégation, du partenaire au bouclier politique.

La trajectoire malienne appelle ainsi une réévaluation critique des politiques sécuritaires en Afrique de l'Ouest. La réponse militaire, surtout lorsqu'elle est externalisée et dépolitisée, ne peut répondre aux causes structurelles des crises sahéliennes : fragilité institutionnelle, défiance citoyenne, gestion clientéliste de la violence. L'efficacité à court terme de dispositifs coercitifs peut masquer leur effet d'érosion systémique sur la légitimité de l'État.

En définitive, le défi sécuritaire malien n'est pas seulement militaire. Il est profondément politique et social. L'échec de Wagner doit être lu comme celui d'un modèle de gouvernance par la force, fondé sur la peur plutôt que sur la confiance, sur l'exclusion plutôt que sur l'inclusion. Il confirme que toute stratégie durable de pacification nécessite de réarticuler l'action de l'État autour de trois piliers : justice, redevabilité et proximité avec les populations.

« Une souveraineté sécuritaire qui mutile son propre peuple n'est ni victoire militaire, ni indépendance retrouvée — c'est une reddition masquée, où l'État renonce à être juste pour persister à être craint. »

## REFERENCES

- [1] [1] Amnesty International. (2024). Rapport sur les violations des droits humains au centre du Mali. <https://www.amnesty.org>
- [2] [2] Avant, D. (2005). *The market for force: The consequences of privatizing security*. Cambridge University Press.
- [3] [3] Bayart, J.-F. (2009). La souveraineté populaire. In *Le gouvernement du monde*. Fayard.
- [4] [4] Bouhlel, M. (2023). Wagner au Mali : entre rhétorique de puissance et échec sécuritaire. *Politique Africaine*, 169(1), 43–62.
- [5] [5] Charbonneau, B. (2021). The legacy of French counterinsurgency. *International Affairs*, 97(2), 507–524.
- [6] [6] Creswell, J. W., & Plano Clark, V. L. (2011). *Designing and conducting mixed methods research* (2nd ed.). SAGE Publications.
- [7] [7] De Bruijne, K. (2023). Security in the Sahel: Between fragility and external dependence. Clingendael Institute. <https://www.clingendael.org>
- [8] [8] Hagmann, T., & Péclard, D. (2011). Negotiating statehood: Dynamics of power and domination in Africa. *Development and Change*, 41(4), 539–562.
- [9] [9] Human Rights Watch. (2022). Mali: Massacres de Moura. <https://www.hrw.org/fr/news/2022/04/05/mali-le-massacre-de-moura>
- [10] [10] Human Rights Watch. (2023). Rapport annuel sur les violences au Mali. <https://www.hrw.org>
- [11] [11] International Crisis Group. (2022). Mali : l'alliance Wagner et ses implications. Rapport Afrique n°302. <https://www.crisisgroup.org>
- [12] [12] International Crisis Group. (2024). Le prix de la sécurité imposée : perceptions et recompositions au Mali. Rapport Afrique n°320. <https://www.crisisgroup.org>

- [13] [13] Le Monde. (2023). À Moura, les récits des exécutions imputées à l'armée et aux Russes. Le Monde. <https://www.lemonde.fr>
- [14] [14] Le Monde. (2024). Wagner au Mali : repli stratégique et pertes militaires. Le Monde. <https://www.lemonde.fr>
- [15] [15] Marchal, R. (2023). L'État spectral : Mali, sécurité et société. *Politique Africaine*, 170(2), 87–104.
- [16] [16] Marten, K. (2022). Russia's use of Wagner in Africa. *Post-Soviet Affairs*, 38(6), 441–458. <https://doi.org/10.1080/1060586X.2022.2116523>
- [17] [17] Mbembe, A. (2010). *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*. La Découverte.
- [18] [18] Ministère des Armées. (2022). Bilan de l'opération Barkhane. <https://www.defense.gouv.fr>
- [19] [19] Organisation des Nations unies – Haut-Commissariat aux droits de l'homme. (2023). Rapport sur les exécutions extrajudiciaires à Moura. <https://www.ohchr.org/fr>
- [20] [20] Radio France Internationale [RFI]. (2022). Mali : manifestations pro-Wagner à Bamako. <https://www.rfi.fr>
- [21] [21] Radio France Internationale [RFI]. (2023). Mali : les autorités refusent une enquête internationale sur Moura. <https://www.rfi.fr>
- [22] [22] Radio France Internationale [RFI]. (2025). Sévaré, Tombouctou, Boulkessi : la série noire continue. <https://www.rfi.fr>
- [23] [23] Reuters. (2025). Wagner se retire du Mali, l'Africa Corps prend le relais. Reuters. <https://www.reuters.com>
- [24] [24] Singer, P. W. (2008). *Corporate warriors: The rise of the privatized military industry*. Cornell University Press.
- [25] [25] Sissoko, E. F., Diawara, D. S., Ballo, I., Traoré, A. O., & Dembele, K. (2024). Entre instabilité et développement : Analyse de l'impact de l'endettement par le marché régional des titres publics et la stabilité politique sur la croissance économique au Mali (2011–2023). *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 7(4). <https://www.revuecca.com/index.php/home/article/view/985>
- [26] [26] Sissoko, E. F., Guindo, L., Koné, M., & Traoré, A. L. (2024). Sécurité ou développement ? : Un dilemme budgétaire dans le contexte des élections de 2024 et de la pression internationale. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 5(1).
- [27] [27] Sissoko, E. F., Tangara, T., & Dembele, K. (2024). Retrait des pays de l'AES de la CEDEAO : Analyse théorique des conséquences macroéconomiques. *International Journal of Strategic Management and Economic Studies (IJSMES)*, 3(2), 576–597.